

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-sept juin, le Comité Syndical de Nouvelle-Aquitaine Mobilités, légalement convoqué, s'est réuni en séance sous la Présidence de **M. Renaud LAGRAVE**, son Président, selon les modalités de la

- loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;
- loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire (dans sa version modifiée par les lois du 5 août et 11 septembre 2021).
- loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

Convocation faite le 16 mai 2022

Nombre de délégués : 18

Nombre de voix : 53

Présents titulaires (16) :

Monsieur Frankie ANGBAULT pour la Communauté urbaine du Grand Poitiers

Madame Sylvie AUBERT pour la Communauté urbaine du Grand Poitiers

Monsieur Gilles BEGOUT pour Limoges Métropole

Monsieur Mathieu BERGÉ pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Michel CAPERAN pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Michel COUZIGOU pour la Communauté d'agglomération Val de Garonne

Monsieur Philippe DELHOUME pour la Communauté d'agglomération de Saintes

Monsieur Christophe DUPRAT pour Bordeaux Métropole

Monsieur Olivier GEORGIADIS pour la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux

Monsieur Renaud LAGRAVE pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Alain LECOINTE pour la communauté d'agglomération du Niortais

Monsieur Hindeley MATTARD pour la communauté d'agglomération de Grand Châtelleraut

Madame Claude MELLIER pour Bordeaux Métropole

Monsieur Frédéric MELLIER pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Marc OXIBAR pour la Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Patrick ROUGEOT pour la communauté d'agglomération du Grand Guéret

Présents suppléants (2) :

Madame Marie-Christine BOURDIEU pour le Communauté d'agglomération du Marsan

Monsieur Guillaume GARRIGUES pour Bordeaux Métropole

Excusés (26) :

Monsieur Serge ARCOUET pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour

Monsieur Thierry AUROY-PEYTOU pour la Communauté d'agglomération Bergeracoise

Monsieur Bertrand AYRAL pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle

Monsieur Gérard BAGNOL pour la Communauté d'agglomération du Bassin de Brive

Monsieur Claude BAUDIN pour la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique

Monsieur Julien BAZUS pour la Communauté d'Agglomération du Grand Dax

Madame Pascale BELLE pour la Communauté d'agglomération du Grand Cognac

Monsieur François CAREME pour la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux

Madame Frédérique CHARPENEL pour la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud

Nouvelle-Aquitaine Mobilités

39 rue d'Armagnac
Quai 8.2 Bâtiment E.2
33800 Bordeaux

Monsieur Jacques COLOMBIER pour la Région Nouvelle-Aquitaine
Monsieur Xavier DANÉY pour la Communauté d'agglomération d'Arcachon Nord
Monsieur Jacky EMON pour la Région Nouvelle-Aquitaine
Monsieur Jean-Pierre ETCHEGARAY pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour
Monsieur Michel GERMANEAU pour la Communauté d'agglomération du GrandAngoulême
Monsieur Dany GRELLIER pour la Communauté d'agglomération du Bocage Bressuirais
Monsieur Jean-François IRIGOYEN pour le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour
Monsieur Jean-Marie LAGEDAMONT pour Limoges Métropole
Monsieur Thierry LESAUVAGE pour la communauté d'agglomération Rochefort Océan
Monsieur Jean-Luc MARTIAL pour la Communauté d'agglomération du Grand Angoulême
Madame Line MEODE pour la Communauté d'agglomération de La Rochelle
Monsieur Patrick MERCIER pour la communauté d'agglomération du Libournais
Monsieur Nicolas PATRIARCHE pour le Syndicat Mixte Pau Béarn Pyrénées Mobilités
Monsieur Christian PRADAYROL pour la Communauté d'agglomération du Bassin de Brive
Monsieur Daniel RINGENBACH pour la Communauté d'agglomération Tulle Agglo
Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH pour Bordeaux Métropole
Monsieur Dominique SIX pour la Communauté d'agglomération du Niortais

Pouvoirs (1) :

Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH à Madame Claude MELLIER

Secrétaire de séance :

Monsieur Frédéric MELLIER est désigné à l'unanimité pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, ce qu'elle accepte.

DELIBERATION 2022_018 : SIGNATURE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ANNUELLE 2022 DE L'A'URBA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Préfet de la Gironde portant création du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts du Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine,

Considérant la nécessité d'intégrer une vision prospective du territoire dans les travaux de planification de Nouvelle-Aquitaine Mobilités, en particulier au travers des études multimodales,

Considérant les travaux de l'A'Urba menés avec plusieurs des membres de Nouvelle-Aquitaine Mobilités,

Considérant la contribution de l'A'Urba au SRADDET au travers de la réflexion sur le fonctionnement territorial publiée en octobre 2018,

Considérant la compétence obligatoire du syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités en matière de coordination des offres de transports de voyageurs de ses membres et à ce titre le rôle de Nouvelle-Aquitaine Mobilités de disposer d'éléments d'études sur ces sujets,

Considérant la demande des membres inscrite dans la délibération 2020_033 du 7 décembre 2020 et faisant suite aux travaux de l'étude multimodale 2025-2030, d'étudier l'intermodalité des gares et haltes internes aux ressorts territoriaux des membres,

Considérant les principales demandes des membres lors des Groupes de Travail covoiturage et vélo animés par le syndicat :

- Perspectives et évolutions MODALIS sur l'intégration du covoiturage et du vélo
- Equipement et possibilités de mutualisation des services à l'échelle régionale
- Analyse des stationnements / voyageurs en gare et des services associés

Considérant le programme d'études de l'A'Urba portant sur les lieux d'intermodalité (gares) ainsi que les modes pouvant favoriser le rabattement, notamment via l'élaboration d'un schéma coordonné des P+R et d'une enquête d'usage sur les usages d'une ligne de car express,

Considérant le cadre juridique d'une agence d'urbanisme et les modalités d'adhésion décrits dans ses documents-cadres,

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical décide à l'unanimité :

- **De signer la convention d'objectifs annuelle 2022 de l'A'URBA**
- **D'autoriser le Président à prendre tous les actes et mesures nécessaires à l'application de la présente délibération.**

Le Président,

Renaud LAGRAVE,

Délais et voies de recours contentieux :

Recours gracieux ou recours contentieux : à effectuer dans un délai de 2 mois à compter de la notification des actes individuels ou collectifs ou de la publication des actes réglementaires. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire/ Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux suivant la réponse de l'autorité signataire. L'absence de réponse à l'issue de 2 mois vaudra refus implicite et fera à nouveau courir le délai de recours contentieux. Le recours contentieux peut être directement au Tribunal Administratif. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr